

Chronique

« Et si le Covid durait ? »

10/11/2020

Hervé Nathan Journaliste

Il est rare que Camille Landais, Patrick Artus et Philippe Aghion se rejoignent, tant les travaux et les orientations des trois économistes sont éloignés. C'est pourtant via des tribunes du *Monde* que le premier puis les seconds se sont retrouvés pour qualifier et critiquer la manière dont le gouvernement pilote l'économie. Voici donc la politique prônée par Bruno Le Maire bombardée à boulets rouges depuis la gauche et le centre, même si les angles d'attaque diffèrent quelque peu.



Pour Camille Landais, la succession des coups d'arrêt à l'activité entrecoupés d'accélération volontaristes pratiquée par l'exécutif non seulement sème le désarroi dans la population, mais surtout recèle des coûts sociaux insoupçonnés et certainement ravageurs, et conduit à une pratique autoritaire dangereuse pour la démocratie. Pour Patrick Artus et Philippe Aghion, l'imprévisibilité va provoquer la chute des investissements des entreprises et donc des embauches, et au final de la croissance potentielle du pays.

Mais leurs solutions convergent : Camille Landais préconise de s'appuyer sur une instance démocratique – ce qui serait en soit un progrès notable ([lire ici](#)) et de réguler l'activité en l'indexant sur la progression de l'épidémie selon un système de « permis à points ». Plutôt que monter et descendre les montagnes russes, on lisserait les courbes. Patrick Artus et Philippe Aghion ne sont pas si éloignés avec leur « *stratégie de réaction rapide* » qui consisterait à restreindre « *la mobilité et les rencontres dès que des signes avant-coureurs d'une hausse du nombre de cas apparaissent* ». Le vocabulaire et les mécanismes diffèrent, mais au fond ? Peut-être les trois auteurs sont-ils prisonniers de leur volonté de proposer une solution de court terme à ce qui apparaît d'abord comme une crise de management.

La note de François Bayrou

Pour sortir du piège, il faudrait aller chercher une petite note du Haut-Commissariat au Plan, désormais dirigé par François Bayrou, intitulée « Et si la Covid durait ? ».

Le titre fait un peu froid dans le dos, mais la question vaut de s'y arrêter. D'abord parce que la perspective ne peut être exclue, puisque nombre de spécialistes doutent de la possibilité de trouver un vaccin, rapidement et peut-être jamais, vu le peu d'immunité dont bénéficient les personnes déjà touchées par le coronavirus. Surtout parce qu'elle change radicalement la perspective.

Ce n'est plus la gouvernance qui serait remise en cause, mais le fondement de notre société car, explique la note, *« c'est l'échange que cette maladie semble avoir mis à mal : nous ne voyageons plus ; le commerce " physique " et les transports sont à l'arrêt ou presque ; nous ne voyons plus le visage de ceux qui nous entourent. La société de l'échange et de la proximité va-t-elle devenir la société de la distance et de la méfiance? (...) Ce basculement vers un modèle nouveau appelle à revisiter de nombreux équilibres de la société française. »*

On peut lire les 13 pages qui suivent comme le énième rapport qui viendra grossir la pile des travaux de prospective français, à peine lus et jamais suivis d'effets. Ou alors comme une invitation à réfléchir sur le « modèle français », alors que le Covid met à nu ses faiblesses. On en citera quelques-unes : l'insertion dans la mondialisation et la *« dépendance aux chaînes de valeurs mondiales »*, et son corollaire, la désindustrialisation. Devant le Sénat, François Bayrou a rappelé qu'au printemps 2020, la France s'est *« approchée de la rupture d'approvisionnement en molécules de chimiothérapie contre le cancer, anesthésiques, corticoïdes, antibiotiques et paracétamol »*. Rien que ça !

« La réduction drastique des relations interpersonnelles est porteuse de menaces sur la cohésion sociale », le Haut-Commissariat au Plan

Mais d'autres choix structurants de l'économie hexagonale seraient remis en cause : *« Les risques sanitaires conduiront de fait à une très forte baisse dans certains secteurs, qui sont d'ores et déjà les plus éprouvés : tourisme, hôtellerie, restauration, cinémas et théâtres, lieux de concert ou de divertissement... La France, à l'instar de l'Italie et l'Espagne, est particulièrement affectée par l'épidémie compte tenu de poids de ces secteurs dans son économie et, en premier lieu, du tourisme (...). Au-delà de l'aspect économique qui est crucial, il ne faut pas négliger le fait que notre identité est aussi fondée sur notre patrimoine, notre art de vivre, notre culture. C'est donc le cœur de cette identité française qui est ici atteinte. »*

La persistance de la pandémie ébranlerait bien plus que quelques secteurs. *« La réduction drastique des relations interpersonnelles, notamment entre personnes relevant de catégories socio-professionnelles différentes, est porteuse de menaces sur la cohésion sociale »*, détaille la note.

On arrêtera là les prédictions terrifiantes, mais qui sont autant de défis que la petite équipe d'une quinzaine de 15 personnes réunies autour de François Bayrou appelle à examiner : *« un tel débat n'est possible que si l'on prend conscience que la crise est potentiellement durable et ne peut plus être considérée uniquement sous l'angle des*

mesures urgentes à prendre ». Notons pour conclure que la voie préconisée est celle du « *débat démocratique ouvert* », et pas celle de la confiance dans l'omniscience du chef reclus à l'Elysée. La démocratie est un remède à l'urgence et non un handicap. La note, qui ne propose aucune solution aux questions qu'elle pose, le rappelle. Rien que pour cela, elle vaut le coup d'œil.